

# Comptes rendus

---

**Décolonisation et indépendance du Rwanda et du Burundi.** *Chronique de Politique Etrangère*, volume XVI, numéros 4 à 6, juillet-novembre 1963. Institut Royal des Relations Internationales, 88, avenue de la Couronne, Bruxelles 5. 360 pp., 300 FB.

On sait les événements sanglants qui se sont déroulés au Rwanda de décembre 1963 à janvier 1964. La population hutu fut affolée par une attaque de Tutsi réfugiés au Burundi : elle crut voir revenir les maîtres séculaires et l'ancien régime. Une formidable panique s'empara des Hutus qui se livrèrent à des représailles spontanées et instinctives. De nombreux Tutsi se réfugièrent dans les missions, mais à la suite de massacres, les rivières charrièrent des cadavres.

Le nombre des victimes est impossible à évaluer. Deux mille ? Cinq mille ? Dix mille ? On a été jusqu'à parler de « génocide », ce qui est certainement exagéré. En tout cas, cet admirable pays de lacs et de montagnes fut secoué par une série de drames atroces, par une explosion de haines et de vengeances. L'avenir verra-t-il renaître de semblables explosions ? On espère que non.

Quoi qu'il arrive, il est nécessaire d'être impartialement informé sur les données du problème. Ce sont ces faits que fournit l'important volume publié par l'I.R.R.I. Comme son titre l'indique, il s'agit seulement de la période de décolonisation et d'indépendance. Le passé du Rwanda et du Burundi est donc supposé connu, de même que les particularités géographiques de cette très intéressante partie du globe.

Le chapitre I<sup>er</sup> explique les « pourquoi » et les « comment » de l'indépendance, en particulier les raisons de la révolution rwandaise et du départ du Mwami. Le chapitre II expose séparément les débuts de la république rwandaise et du royaume du Burundi : régime constitutionnel, évolution de la politique intérieure, orientation de la politique étrangère, relations avec la Belgique. Sont étudiées également la coopération multilatérale et bilatérale étrangère, la situation économique et financière. Suit toute une série de documents concernant cette période : de l'accord de tutelle du 13 décembre 1946, à la réponse du Ministre des Affaires Etrangères à la Chambre des représentants le 24 mars 1964. En ces 170 pages, on trouve le texte de 50 documents : déclarations, manifestes, rapports de missions des Nations Unies, résolutions, protocoles du 21 décembre 1961, textes d'allocutions et de discours, conventions de coopération et d'assistance, liste de membres des gouvernements, etc.

Ces chapitres clairs, systématiques, impartiaux, ces documents bien classés, sont indispensables à tous ceux qui sont amenés à étudier sérieusement ce « point sensible de l'Afrique Centrale et désirent faire le maximum pour que cette région du globe, qui à certains égards paraît une succursale du Paradis Terrestre, ne redevienne une antichambre de l'Enfer.

★

**Sven LINDMAN, Problems in Finnish local government**, une plaquette de 85 pages en anglais relative à l'administration communale en Finlande, Editions de l'Université d'Abo, Finlande, 1964.

On connaît fort peu en Europe occidentale les institutions des pays nordiques. Les différentes langues scandinaves ne facilitent guère l'accès aux ouvrages relatifs au droit public ou administratif et à la science politique. Il faut donc se réjouir de la publication en langue anglaise d'un petit ouvrage réunissant une introduction et quatre études traitant respectivement de la coopération entre communes de nos jours en Finlande, de certains aspects de l'intégration communale, de la politique industrielle des communes et enfin de la classification économique des communes finlandaises. Les titres et qualités des auteurs de ces études sont garants de la tenue scientifique de cette monographie.

W. S. P.

★

**België, een levende democratie. Un manuel d'initiation civique en langue néerlandaise**, format quarto, 80 pages, édité par *Uitgeverij Ontwikkeling Antwerpen*.

Voici assurément du neuf en matière de vulgarisation sérieuse. Il n'est pas exagéré de dire que les éditeurs de cet ouvrage ont trouvé la formule heureuse pour mettre à la portée de l'homme de la rue les grandes lignes de l'organisation politique, culturelle, religieuse, administrative et économique de la Belgique. Chaque page comporte un tableau schématique et un texte explicatif. On a tenu compte de l'intégration du pays dans les grands organismes politiques, économiques et militaires tant européens que mondiaux en

guidant le lecteur dans le dédale des appellations et des sigles dont le nombre n'a fait que croître.

On ne peut que regretter l'inexistence d'une édition similaire en français. Certes, la page 30, consacrée au « Vlaamse beweging » pourrait susciter chez certains des réticences quant à l'opportunité d'une traduction. Toutefois, c'est là une très belle contribution à l'éducation civique et à la formation politique de la masse.

W. S. P.

★

**Albert MEISTER, Socialisme et autogestion, L'expérience yougoslave, 400 pp., Paris, Collection Esprit, « Frontière ouverte » (1964), 231 FB.**

Albert Meister est un jeune sociologue suisse, spécialiste de l'autogestion, qui dirige actuellement une revue de développement communautaire publiée à Rome depuis 1958.

De plus en plus, on se préoccupe d'accroître la participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise, et celle de tous les citoyens aux cellules de base de la démocratie que sont, par exemple, la commune, l'immeuble d'habitation et les multiples activités d'éducation et de loisir que développe notre société. Il existe un pays où l'autogestion se réalise — ou paraît se réaliser — dans tous les domaines, autogestion ouvrière, rurale, sociale et culturelle : c'est la Yougoslavie, qui, aux yeux de nombreux pays sous-développés, présente le mérite unique d'avoir su concilier socialisme et démocratie.

Mais comment se reconnaître dans un labyrinthe de règlements et d'institutions ? Comment savoir ce que donne, dans la réalité, cette autogestion ? Albert Meister a étudié sur place, avec une équipe de sociologues français et yougoslaves, les organes d'autogestion, et c'est le compte rendu de cette enquête qu'il nous livre.

L'essentiel de la littérature consacrée aux diverses formes de l'autogestion et du Self-Government yougoslave est de caractère juridique. Le lecteur rencontre certaines difficultés à pénétrer plus profond que le niveau des lois et des règlements, à atteindre le « ce qui est » au-delà du « ce qui devrait être » juridique (p. 7). Et les constantes modifications des textes légaux durant ces dernières années ajoutent encore à l'impression (souvent partagée par les Yougoslaves eux-mêmes) d'une complexité juridique écrasante d'institutions pourtant destinées à favoriser au maximum une participation populaire et une démocratie directe.

Le chapitre consacré à l'autonomie communale offre un intérêt particulier du point de vue du droit public et du droit administratif. La commune yougoslave est dirigée par le Comité populaire qui se décompose en Conseil communal et en Conseil des producteurs. Tous les membres sont élus pour quatre ans. Le président du Comité populaire, ou bougmestre, est élu par les membres des deux conseils et n'est pas rééligible. Le

secrétaire communal est obligatoirement licencié en droit, c'est un fonctionnaire professionnel, chef durable de l'administration communale.

L'autogestion ouvrière est née du mécontentement populaire devant les disettes des années 1948-1950. Après des expériences pilotes progressivement étendues, on est arrivé à donner à l'autogestion son cadre institutionnel et légal. Les effets des conseils ouvriers se sont fait rapidement sentir : lutte contre le gaspillage, accroissement de la productivité, réduction des effectifs. L'enquête a révélé des niveaux très faibles d'information sur les compétences des organes d'autogestion (p. 91) : en gros, le tiers des interviewés ne disposerait d'aucune information correcte à propos de ces compétences. Il faut noter le désir avoué des ouvriers de voir leurs enfants sortir de la condition ouvrière ; et l'auteur de citer l'opinion de cet ouvrier soviétique à un observateur occidental : « Nous n'avons pas fait la Révolution pour rester ouvriers... » (p. 118).

L'étude de l'autogestion coopérative rurale nous révèle la grande misère des gens des campagnes. Entre 1948 et 1952, on a assisté à une socialisation intense de l'agriculture. En 1952, devant les déboires, les livraisons obligatoires sont supprimées et le marché libre est réintroduit. Il est intéressant de noter que les coopératives prennent en location les terres appartenant à des cultivateurs âgés et leur versent une rente (p. 143). L'auteur stigmatise les méthodes et va jusqu'à affirmer que l'hypothèque majeure qui grève la politique agricole yougoslave est la surpopulation et le sous-emploi rural (p. 171).

Le domaine de l'autogestion sociale est celui de la consommation, non seulement au sens restreint (alimentation et autres achats de la famille), mais consommation ou utilisation du temps libre (loisirs, culture, formation), habitation (logement et voisinage) et usage des institutions d'aide et de protection (santé, prévoyance sociale).

Les organisations de contrôle social ont un rôle d'animation des institutions étudiées plus haut. *La Ligue des communistes occupe à la fois la pyramide et les noyaux dirigeants de chaque organisation* (p. 205). Ce chapitre comporte un examen minutieux de l'organisation politique au niveau du parti et des syndicats. Le lecteur y verra aussi l'importance des associations d'anciens combattants. Les militants sont scrutés de près à la faveur d'enquêtes sur les responsables yougoslaves. Quant au pouvoir, l'auteur estime que la commune montre une société stratifiée, où l'égalité en matière de revenus a disparu et dans laquelle doivent disparaître peu à peu aussi, et les privilèges et les prestiges attachés à l'activisme politique (p. 278).

La sixième et dernière partie de cet ouvrage s'attache au projet socialiste et au modèle de développement. Un examen consciencieux des aléas et des réalisations et une description des projets pour l'avenir terminent cette savante étude de l'expérience yougoslave en matière d'autogestion.

Cet ouvrage, riche en notes bibliographiques, truffé d'extraits de discours de dirigeants yougoslaves, est un

document avec lequel il faudra désormais compter pour affronter l'étude de cette Yougoslavie qui n'a pas fini d'étonner. Albert Meister a tenté de combler l'hiatus entre les mots et les actes. La gageure n'est pas aisée à tenir, car, selon le mot de Daniel Guérin (1): « Les Yougoslaves, comme les Algériens d'aujourd'hui, se gargarisent de vocables, rendant fort ardue la découverte de la réalité sous-jacente. » La tentative était audacieuse. L'avoir voulu faire est le mérite d'Albert Meister.

Wladimir S. Plavsic.

★

**R. TALMY, Aux sources du catholicisme social,**  
Uitg. Desclée & Cie, Parijs, 1963, VIII + 304  
blz., 290 BF.

Dit boek van E.H. Talmy, volledig gewijd aan de school van de La Tour du Pin, wordt op lovende wijze ingeleid door Prof. R. Aubert van de Leuvense Universiteit. Waar de auteur talrijke nog niet gepubliceerde bronnen kon raadplegen, is hij wel degelijk erin geslaagd personen en gebeurtenissen op nieuwe wijze te belichten.

Alles begon onmiddellijk na 1870. In 1871 werd te Parijs « L'œuvre des cercles » opgericht, met het doel een duurzame oplossing na te streven voor de vraagstukken gesteld door de Franse revolutie, speciaal op sociaal en religieus gebied. Deze vraagstukken waren door de Commune op schrijnende wijze in de actualiteit getreden. Stichters van de nieuwe organisatie waren Albert de Mun en de La Tour du Pin, die beiden als krijgsgevangenen verscheidene maanden te Aken in Duitsland hadden verbleven. Daar ontmoetten zij pater Eck S.J. die hen in contact bracht met de auteur Emile Keller. Diens studie over Kerk, Staat en Vrijheid, waarin de principes van de Franse revolutie onvoorwaardelijk veroordeeld worden, heeft aan de Cercles via de Mun en de La Tour du Pin van meetaf aan een klaar afgelijnde oriëntatie gegeven. Niet zonder betekenis ook waren de katholieke organisaties in Duitsland, speciaal de arbeiderskringen van Kolping.

Terug in het Franse vaderland werd dus met een eigen actie gestart op een manier die onweerstaanbaar het beeld oproept van — ik citeer Prof. Aubert — gentlemen farmers. De leiders van adel en als militairen opgeleid, verwijzen naar het Ancien Régime, juist in hun veroordeling van de liberale periode in de XIX<sup>e</sup> eeuw, die alle sociale organisaties heeft afgeschaft en de arbeidende bevolking heeft overgeleverd aan de machtigen in de maatschappij.

Uit haar « conservatieve » houding haalt de school van de La Tour du Pin enkelen ideeën naar voren die voldoende vooruitstrevend zijn om ook in katholieke milieus bijzonder scherpe spanningen op te roepen. Aldus: de rechtvaardigheid moet de voorrang hebben op de liefdadigheid, het recht op eigendom bestaat — het collectivisme wordt dus afgewezen — maar deze eigendom heeft een sociaal karakter en moet in dienst

staan van het algemeen welzijn, het rechtvaardig loon moet de arbeider en zijn familie toelaten een menswaardig bestaan te leiden, en, het verdient aanbeveling de arbeider te laten delen in de bedrijfswinsten.

Om deze objectieven te bereiken, aldus de La Tour du Pin, moet de maatschappij beschikken over beroepsorganisaties. Daaraan wil hij een algemeen karakter geven en hij aarzelt niet, tot ontsteltenis van velen, op het praktische plan contact te zoeken met de socialisten.

Aan liberale zijde had men het niet moeilijk om de school te bekampen en bij de bevolking verdacht te maken. Men verklaarde eenvoudig dat die katholieken een terugkeer verlangden naar de periode vóór 1789, met al misbruiken die toen bestonden. Dat tijdens de XIX<sup>e</sup> eeuw, juist onder de leuzen van de Franse revolutie, de meest ergerlijke wantoestanden op sociaal gebied heersten, bleef hier volledig buiten beschouwing.

Voor de La Tour du Pin is het een niet geringe eretitel een voorname bijdrage te hebben geleverd tot *Rerum Novarum*, de encycliek die paus Leo XIII in 1891 liet verschijnen. Zoals men weet werd zij de definitieve start van de christelijk-sociale beweging over de wereld.

Het boek van Talmy leest vlot en bij gelegenheid worden interessante details vermeld, bv. in verband met baron Karl von Vogelsang die te Wenen samen met K. Lueger de woekerinteressen van het kapitalisme bestreed en zelfs een zeker antisemitisme wakker riep, over een aantal reacties van christelijke patroons uit het Franse Noorden « hommes d'action, peu préoccupés de théorie »; in hetzelfde gewest treffen we de bekende abbé Lemire aan, die de ideeën van de La Tour du Pin genegen is en door hem genoemd wordt « sa plus belle conquête », enz. Een kleine bemerking: Wilhelm Raiffeisen behoorde helemaal niet tot de adel en dus ten onrechte wordt hij op bladzijde 26 als « comte Raiffeisen » aangeduid.

Het boek is te beschouwen als een belangrijke bijdrage tot de geschiedenis van de sociale ideeën, in de XIX<sup>e</sup> maar ook in de XX<sup>e</sup> eeuw.

Dr. M. N.

★

**G. WRIGHT, Rural Revolution in France, The Peasantry in the Twentieth Century,**  
Stanford University Press-Stanford, California, 1964, 271 blz. (Prijs: \$ 6.00).

De agrarische sector heeft sinds de eeuwwisseling grote structurele wijzigingen ondergaan. In Frankrijk werden deze veranderingen des te sterker aangevoeld omdat de economie van dit land in grote mate afgestemd is op de landbouwactiviteit. In 1900 ressorteerde

(1) *L'Express* du 30 juillet 1964, p. 30.

circa 45 % van de actieve bevolking onder de landbouwsector ; dit aandeel viel terug tot 35 % in 1930 terwijl het thans nog iets meer dan 20 % bedraagt.

De auteur heeft verschillende periodes onderscheiden welke voor de landbouwersstand van belang zijn.

Het eerste tijdvak heeft betrekking op de situatie van de landbouwers tijdens de derde Republiek. Toen waren het voornamelijk de grote exploitanten uit de graan- en bietensector welke bij monde van hun vertegenwoordigers in de Kamers, hun belangenlieten verdedigen. Deze laatsten waren bijzonder talrijk vermits de Senaat de benaming van « grande assemblée des ruraux » kreeg. De grote landbouwexploitanten genoten in de eerste plaats steun door de bescherming van de inlandse markt tegen de buitenlandse concurrentie. Er mag immers niet vergeten worden dat het rond de eeuwwisseling was dat dank zij het goedkope transport over zee, belangrijke graanhoeveelheden konden ingevoerd worden uit Noord- en Zuid-Amerika.

De oorlog 1914-1918 heeft er in sterke mate toe bijgedragen om de eisen van de landbouwers kracht bij te zetten. De landbouwersstand genoot na de oorlog een groot aanzien wegens de grote offers die toen door de agrarische bevolking gebracht werden. Het is in deze periode dat de syndicale actie begon gehoord te worden. In 1919 werd trouwens door syndicale leiders de Confédération Nationale des Associations Agricoles (CNAA), als coördinatieorgaan tussen de bestaande beroepsverenigingen en de coöperatieven, boven de doopvont gehouden. Daarnaast was er eveneens een tendens om voor de belangrijkste landbouwproducten drukkingsgroepen op te richten ; dit was o.a. het geval voor tarwe met de Association Générale des Producteurs de Blé (AGPB) en voor suikerbieten waarvoor de Confédération Générale des Betteraviers (CGB) gesticht werd.

In de jaren dertig hebben de agrariërs een zwarte tijd gekend. Allerlei demagogen hebben de grote armoede van de landbouwer toen als springplank gebruikt om zich in de politiek op te dringen.

In 1936 bereikte de crisis in Frankrijk zijn hoogtepunt en met het zgn. Front populaire steeg de verwarring ten top. De oorlogsperiode werd gekenmerkt door een reeks verordeningen welke erop gericht wa-

ren de Franse landbouw produktiever te maken en het coöperatisme verplicht te maken.

Na de bevrijding werden alle sporen van het bestaande systeem uitgewist. In de schoot van de Confédération Générale d'Agriculture (CGA) welke reeds in 1943 clandestien werd opgericht, werd een nieuwe syndicale organisatie gesticht, met name de « Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles » (FNSEA). Deze organisatie zou voortaan de belangen van de landbouwers in Parijs verdedigen. Geleidelijk zagen de landbouwleiders in dat het onmogelijk was de belangen van hun leden alleen op het stuk der prijzen te behartigen en meer en meer werd eveneens het accent gelegd op de structuurpolitieke maatregelen. Wegens de trage evolutie in de verbetering van de landbouwstructuur werd langs deze kant weinig winst door de agrariërs geboekt. Het landbouwincomeen steeg tegen een beduidend trager ritme dan het globale inkomen van de Natie zodat de landbouwers met een lagere levensstandaard moesten vrede nemen in ruil voor hun harde arbeid en lange arbeidstijden.

In 1959 veranderde de landbouwersstand van tactiek om hun eisen kracht bij te zetten ; toen kwam het tot manifestaties in de straten waarbij het geweld niet achterwege bleef. Deze tactiek leverde haar vruchten op vermits in 1960 een reeks belangrijke wetten in het Parlement gestemd werden waardoor de Franse landbouwers aanspraak kunnen maken op ruimere overheidssubsidiëring en op inkomenspariteit met andere vergelijkbare beroepsgroepen.

De auteur heeft de typering van de Franse landbouwsector verder willen aanvullen door zijn studie af te ronden met een reeks van zes case-studies. Hieruit blijkt hoezeer talrijke Franse landbouwers — vooral deze uit het Zuiden en het Zuid-Oosten — revolutionair ingesteld zijn en op politiek gebied vaak gunstig gezind zijn ten overstaan van de communistische partij.

Al met al kan gezegd worden dat de schrijver een zeer betrouwbaar beeld heeft geschetst van de Franse landbouw waarbij de periode van 1850 tot nu onder de loupe werd genomen. Hierbij werd in de eerste instantie de nadruk gelegd op de socio-politieke aspecten. Deze stellen de lezer evenwel in de mogelijkheid de economische grondslagen van de Franse landbouw beter te begrijpen. *A. Kempeneers.*

